

JOËL AVIRAGNET / JACQUES OBERTI / ARNAUD SIMION
DÉPUTÉS DE LA HAUTE-GARONNE

Paris, le 5 février 2025

Monsieur le Député, Cher Christophe,

Tu nous as interpellés, nous le respectons et le moins que nous pouvons faire c'est de répondre avec sincérité et pondération, mais aussi clarté et transparence.

La réalité du quotidien des habitantes et habitants de nos territoires, nous la connaissons. Nous vivons avec elles et avec eux. Nous avons encore très récemment, pour au moins deux d'entre nous, porté des politiques publiques dans nos territoires, des politiques publiques de gauche liées aux solidarités humaines et territoriales.

Nous avons été choqués des propos inadmissibles émanant de la bouche d'un démocrate-chrétien Premier ministre employant les mots de la droite la plus xénophobe et obsédée par le grand remplacement et nous partageons ta vision et les constats que tu dresses sur la situation sociale, les injustices fiscales, les catastrophes climatiques mais également la question des mobilités, de la santé, de la lutte contre les violences conjugales et intrafamiliales auxquels nous rajoutons les dangers d'un monde où le multilatéralisme a laissé la place à chacun pour soi avec la longue liste des conflits que nous connaissons et qui nous inquiètent.

Alors, oui, certes, comme tu l'écris, « *il y a urgence pour une alternative et un budget en réponse aux besoins de la population* » mais nous te posons la question : quelle est l'alternative au 5 février 2025 ?

Nous avons porté ensemble un projet commun avec le Nouveau Front Populaire, le seul d'ailleurs qui fut chiffré par des économistes et qui est arrivé en tête grâce à la mobilisation des électrices et des électeurs de gauche du premier tour puis grâce à celle des électrices et des électeurs du deuxième tour, formant ce front républicain.

Qu'il y ait eu un déni de démocratie du Président de la République, nous le disons ensemble, avec force, avec conviction. C'est après que nos stratégies divergent sans qu'il n'y ait de notre part d'attaques *ad hominem*.

Nous combattons l'extrême-droite, c'est le combat de nos vies, de par nos parcours personnels, familiaux, militants. Nous combattons aussi les politiques ultra-libérales à l'œuvre depuis sept ans et dont le paroxysme a été atteint avec la brutalité de la réforme des retraites de 2023.

Mais, voilà, quelle alternative envisager le 5 février 2025 ? Quelle alternative, là, ici et maintenant, alors que les collectivités territoriales, les fédérations d'éducation populaire, les universités, les établissements de services sociaux ou médico-sociaux, les associations, les entreprises, les opérateurs de l'État intervenant dans toutes les thématiques du quotidien attendent des budgets ?

Ce budget est un mauvais budget. Il n'est pas le nôtre. Du reste, nous avons voté contre lors de la commission mixte paritaire réunie les 30 et 31 janvier comme l'ont fait les socialistes au Sénat.

C'est quoi l'alternative ? Faire tomber ce gouvernement, ce qui nous ne prémunirait en rien d'un budget pire, qui serait peut-être discuté avec l'extrême-droite ?

Nous avons décidé collectivement d'aller négocier avec ce gouvernement. Les députés écologistes et communistes nous ont d'ailleurs rejoints et nous n'avons pas la négociation honteuse. Nous assumons de tout tenter, avec des interlocuteurs qui ont accepté de parler enfin avec nous, pour trouver un chemin car nous ne serons jamais les partisans de la terre brûlée.

Nous ne te dresserons pas ici la liste des gains, mais il est indéniable que nous avons obtenu des dépenses supplémentaires et que ce gouvernement a renoncé à certaines économies particulièrement injustes. Nous avons obtenu des gains pour les classes populaires et les classes moyennes.

Tu parles de l'AME, mais nous avons gagné ce combat en CMP. Toi comme nous, nous savons très bien qu'il n'y a pas eu de modification du panier de soin, ni d'entente préalable par une commission médicale acceptant de soigner un être humain étranger. Le budget de l'AME n'est que purement évaluatif et s'il y a des dépassements, ils seront pris en compte.

Notre demande sur l'ONDAM a été intégrée et ce sont deux milliards d'euros supplémentaires qui permettront aux hôpitaux et aux EHPAD d'avoir un peu d'oxygène ; quelle alternative sinon ?

Les collectivités territoriales se voyaient, lors du budget Barnier, amputées de plus de cinq milliards d'euros. L'effort sera moindre et permettra, nous l'espérons, de conserver des services publics de proximité. Et d'ailleurs, parce que nous avons limité les coupes budgétaires, le déficit prévisionnel du budget Bayrou passe à 5,4% alors qu'il était de 5% pour le budget Barnier.

Tu évoques les bienfaits d'une loi spéciale que l'on pourrait perpétuer à l'envie. Or, en l'absence d'un budget actualisé, les dépenses publiques sont limitées au strict minimum par des décrets gouvernementaux, conformément à la LOLF. Ces crédits permettront de poursuivre l'exécution des services publics mais sans nouvelles dotations. Cela peut se traduire bien évidemment par une réduction significative des dépenses, des subventions aux collectivités, aux entreprises, aux associations suspendues. Cette gestion austère, qui se limite à la continuité des services de base, laisse en suspens des secteurs cruciaux jusqu'à l'adoption d'un nouveau budget.

Enfin, ta comparaison à la situation en Espagne n'est pas pertinente dans la mesure où nos voisins espagnols déroulent un budget identique à celui de 2023, qui avait été particulièrement favorable, laissant de la marge aux engagements. La dynamique de la croissance espagnole de 3 % cette année a nettement joué en faveur de la tranquillité des esprits. La forte création d'emplois a réduit les dépenses en matière de chômage tandis que l'inflation, qui a fait grimper les prix et les salaires, permet l'augmentation des recettes grâce à la TVA et l'impôt sur le revenu. Comme tu le sais, nous n'en sommes pas là en France, loin s'en faut. La Banque de France prévoit une croissance de 0,9% en 2025 qui s'écroulerait en cas d'absence de budget, dans un contexte d'inflation supérieure à 1%.

Ensuite nous pensons aussi à Mayotte et aux territoires ultra-marins. Que signifierait pour nos compatriotes des Océans, une censure votée maintenant, alors que nous venons de voter la loi spéciale « Urgence Mayotte » ? L'urgence, elle est bien là. Moralement, nous ne pouvons attendre.

Que vont penser aussi nos agricultrices et nos agriculteurs, qui ont déjà souffert de la censure du gouvernement Barnier, que nous avons pleinement assumée ?

Enfin et surtout, notre devoir et notre responsabilité, de femmes et d'hommes de gauche, c'est la neutralisation de l'extrême-droite dans l'hémicycle. Dès lors que le gouvernement négocie avec son socle commun et une partie de la gauche, alors le Rassemblement National est en dehors du jeu.

Être de gauche, c'est assumer de prendre nos responsabilités, sans injonctions ni tutelle, dans une situation exceptionnelle qui ne trouve précisément aucune alternative dans les temps que nous vivons.

Être de gauche, c'est croire dans la capacité de notre République de confier aux parlementaires la tâche difficile de construire un budget pour les Françaises et les Français, dans un contexte d'absence de majorité absolue.

Nous respectons la vision que tu portes de la gauche. Nous te demandons en toute camaraderie de respecter la vision que nous portons et que nous assumons pour que notre pays se tienne debout.

Nous demeurons dans l'opposition, une opposition de gauche, qui se bat chaque jour pour arracher des gains au service de celles et ceux qui n'ont que leur travail pour vivre et qui ont passé leur vie à travailler.

Joël AVIRAGNET – Député de la 8^e circonscription de Haute-Garonne
Jacques OBERTI – Député de la 10^e circonscription de Haute-Garonne
Arnaud SIMION – Député de la 6^e circonscription de Haute-Garonne